

DEPARTEMENT
SEINE & MARNE
ARRONDISSEMENT
FONTAINEBLEAU
CANTON
NEMOURS
COMMUNE
NEMOURS

REPUBLIQUE FRANCAISE

-----  
Liberté - Egalité - Fraternité

-----  
DECISION DU MAIRE

**PORTANT APPROBATION D'UN BAIL  
DEROGATOIRE POUR LA BOUTIQUE EPHEMERE**

\*\*\*\*\*

Le Maire de Nemours, Valérie LACROUTE,

**VU :**

- l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
- la délibération du Conseil Municipal n° 20/47 du 12 juin 2020 relative aux attributions que le Conseil Municipal a conféré au Maire,

**CONSIDERANT**

- la demande de la société MARIAGE COUTURE représentée par Madame DUBOIS en date du 13/01/2025, de bénéficier de façon locative de la boutique éphémère située au 39 rue Gautier 1<sup>er</sup> appartenant à la Ville de Nemours,
- l'absence d'autres demandes de nature à lui faire concurrence,

**DECIDE**

**Article 1**

De mettre à disposition de Madame DUBOIS la boutique éphémère située au 39 rue Gautier 1<sup>er</sup> appartenant à la Ville de Nemours. Cette mise à disposition permettra la mise en exploitation de son activité de création de bijoux artisanaux.

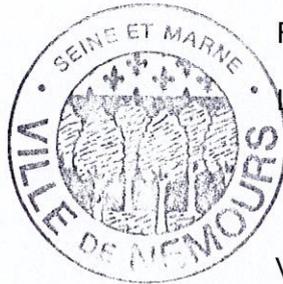
**Article 2**

Les modalités de ladite mise à disposition sont définies dans un contrat de bail dérogatoire prenant effet le 17/03/2025 pour se terminer le 30/03/2025.

**Article 3**

Le Directeur Général des Services de la Mairie et le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont une ampliation sera transmise au Sous-Préfet de l'Arrondissement de FONTAINEBLEAU et une notifiée à Madame DUBOIS.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de MELUN, sis à 43 Rue du Général de Gaulle, case postale 8630, 77008 MELUN CEDEX, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire de NEMOURS, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.



Fait à Nemours, le 18 FEV. 2025

Le Maire,

Valérie LACROUTE

Date de transmission au représentant de l'Etat : 18 FEV. 2025

Date d'affichage : 18 FEV. 2025